



MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE,  
DES FINANCES  
ET DE LA RELANCE

Liberté  
Égalité  
Fraternité

Direction générale du Trésor



BRÈVES MACRO ÉCONOMIQUES

D'AFRIQUE AUSTRALE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE PRETORIA

Semaine 11 - du 12 au 18 mars 2021

## Au programme cette semaine

- **Afrique australe** : La BAfD publie ses nouvelles prévisions de croissance
- **Afrique du Sud** : Le compte courant enregistre un excédent inédit en 2020
- **Angola** : L'inflation accélère légèrement au mois de février
- **Botswana** : L'inflation continue de progresser pour atteindre 2,4% sur un an
- **Mozambique** : Le comité de politique monétaire maintient son taux directeur à 13,25%
- **Namibie** : Le ministre présente un budget de crise pour 2021-2022

## Zoom sur... les délestages électriques en Afrique du Sud en 2020

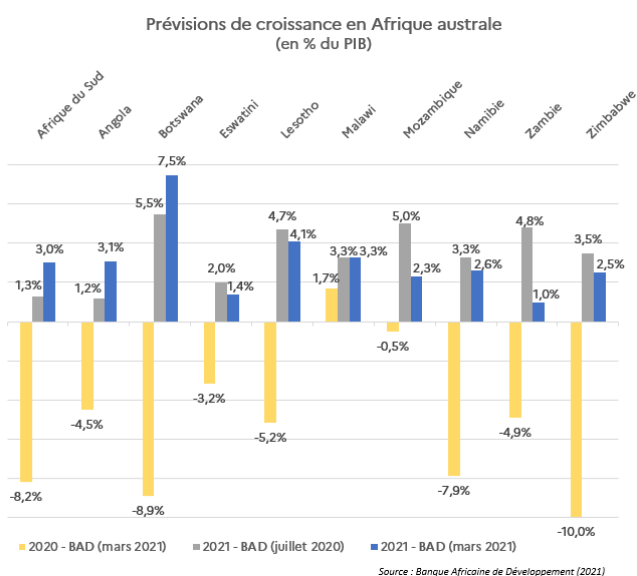
D'après un rapport du CSIR (Council for Scientific and Industrial Research) publié le 15 mars, les délestages électriques en Afrique du Sud ont atteint 859 heures en 2020, soit près de 10% de la durée totale de l'année. Malgré la chute inédite de la demande d'électricité (-5% d'électricité distribuée sur l'année), les coupures ont atteint un niveau jamais observé. En cause, une indisponibilité croissante des capacités de production dont seules 65% ont été opérationnelles en 2020 (11% ont fait l'objet de travaux de maintenance programmée et 21% ont connu des défaillances imprévues) – en lien avec l'état vieillissant du parc et des infrastructures, avec le fort retard pris dans le programme de maintenance au cours des dix dernières années mais aussi du fait des problèmes majeurs de gouvernance et du développement de la corruption sous les présidences de Jacob Zuma.

Les délestages ont repris dans le pays depuis le début de la semaine. La persistance des difficultés d'approvisionnement en électricité est vue comme une des entraves principales à la reprise économique en 2021. Compte tenu de l'enracinement du problème, le PDG de l'électricien nationale, M. André de Ruyter a annoncé que des délestages devraient se poursuivre durant les cinq années à venir.

## Afrique australe

### La BAfD publie ses nouvelles prévisions de croissance

Le 12 mars, la Banque Africaine de Développement (BAfD) a révisé ses prévisions de croissance : l'impact de la crise aura été particulièrement marqué pour les économies d'Afrique australe en 2020. Toutes les économies de la zone ont enregistré une contraction de leur PIB (excepté le Malawi), avec des chutes supérieures à 7% pour quatre pays (Zimbabwe, Botswana, Afrique du Sud et Namibie). De manière générale, le rebond attendu en 2021 sera modéré, inférieur à 4%, à l'exception du Botswana (+7,5%). . A noter que la BAfD a révisé ses prévisions à la hausse pour 2021 pour trois pays : Botswana (+2 points), Angola (+1,9 point) et Afrique du Sud (+1,7 point). A l'inverse, l'institution financière internationale a dégradé ses perspectives pour six pays, en particulier la Zambie (-3,8 points) et le Mozambique (-2,7 points).



## Afrique du Sud

### Le compte courant enregistre un excédent inédit en 2020

La balance des transactions courantes a enregistré en 2020 son premier excédent depuis 18 ans. Il est aussi inédit qu'il est important puisqu'il a atteint 108 Mds ZAR (7,2 Mds EUR) soit 2,2% du PIB contre un déficit de 153 Mds ZAR (10,3 Mds EUR) l'année précédente, soit 3% du PIB. Ces bonnes performances s'expliquent en premier lieu par une progression sans précédent de l'excédent commercial (+637% comparativement à 2019, pour atteindre 285 Mds ZAR), en lien avec des termes de l'échange particulièrement favorables au pays (prix du pétrole au plus bas et rebond des prix des produits miniers), avec la faiblesse de la demande interne et avec les très bons résultats du secteur agricole. Les exportations ont ainsi progressé de 7%, tandis que les importations ont diminué de 15%. L'excédent courant record s'explique aussi par une nette diminution du déficit de la balance des revenus primaires (structurellement le premier contributeur au déficit courant du pays), qui est passé de -143 Mds ZAR (-9,7 Mds EUR et -2,8% du PIB) en 2019 à -93 Mds ZAR (-1,9% du PIB) –baisse des dividendes versés par les filiales locales à leur maison mère. A noter cependant que ces bonnes performances sont le résultat de conditions exceptionnelles et que l'on a observé, dès le troisième trimestre, un rééquilibrage et un retour à la normale. Pour 2021, la plupart des analystes tablent sur un retour du déficit courant.

### La reprise des ventes au détail entravée par le retour des restrictions sanitaires au mois de janvier (StatsSA)

Selon l'agence nationale statistique, les ventes au détail ont diminué de 3,5% au mois de janvier,

comparativement à la même période en 2020, après -1,2% en décembre. Les nouvelles restrictions sanitaires imposées depuis la fin du mois de décembre (fixation du couvre-feu dès 21h et interdiction de la vente d'alcool) ont donc mis un coût d'arrêt à la reprise observée les mois précédents. Les postes les principaux contributeurs à cette baisse sont les « distributeurs de denrées alimentaires, boissons et tabac » (-34% soit une contribution négative de 2,6 points) et « les commerces généralistes » (-6% soit -2,5 points). A l'inverse, les bonnes performances observées pour les biens durables notamment les « matériels de construction, peintures et verres » (+25,3% soit +1,8 point de contribution positive) et pour le « textile et l'habillement » (+9,9% soit +0,7 point), ont permis de limiter les conséquences négative des mesures de confinement (largement assouplies en février et en mars).

## 📍 Angola

### L'inflation accélère légèrement au mois de février (INE)

Selon l'institut national de statistiques, l'inflation a atteint 24,9% sur un an en février, en légère augmentation par rapport au mois précédent (24,4%). L'inflation mensuelle atteint 2,1%. Elle s'explique principalement par la hausse des prix des denrées alimentaires (contribution positive de 1,5 point). A noter que le budget 2021 table sur un ralentissement de l'inflation au cours de l'année, avec une cible fixée à 18,7% sur un an en fin de période.

## 📍 Botswana

### L'inflation continue de progresser pour atteindre 2,4% au mois de février (Statistics Botswana)

Au mois de février, l'inflation a continué de progresser pour le huitième mois consécutif pour atteindre 2,4% sur un an après 2,3% en janvier et 2,2% en décembre. Le poste le principal

contributeur à cette hausse des prix est le « logement » (+7,2% soit une contribution positive de 1,3 point) – en lien notamment avec l'augmentation des loyers par le bailleur public *Botswana Housing Corporation*, qui cherche à aligner ses tarifs avec ceux du marché, pour participer à l'effort en matière d'assainissement budgétaire. L'autre contributeur important est le poste « denrées alimentaires » (+3,7% soit +0,5 point). La hausse des cours du pétrole et celle de la TVA (annoncé dans le budget et prévue pour avril) devraient encore accentuer cette tendance – probablement limitée toutefois, par les pressions exercées à la baisse par une demande interne en berne et par l'importance des capacités de production inutilisées.

## 📍 Mozambique

### Le comité de politique monétaire maintient son taux directeur à 13,25% (Banco de Moçambique)

Le comité de politique monétaire de la banque centrale qui s'est réuni le 17 mars a décidé de maintenir le taux directeur inchangé à 13,25% – bien que la *Banco de Moçambique* ait rehaussé dans le même temps ses prévisions d'inflation. Pour rappel, l'institution avait fortement (et de manière inattendue) durci sa politique monétaire au mois de février en augmentant de 300 pbb le taux directeur, dans un objectif de contrôle de l'inflation. Pour mémoire, l'inflation sur un an a atteint 5,1% en février contre 3,5% le mois précédent. Selon plusieurs analystes cette inflation est toutefois principalement liée à des facteurs externes (dépréciation de la monnaie et hausse des prix des denrées alimentaires importées), l'impact de la politique monétaire sur la hausse des prix devrait donc être limité.

## 📍 Namibie

### Le ministre présente un budget de crise pour 2021-2022

Le 17 mars, le ministre des Finances a présenté le budget pour l'année fiscale 2021-2022. Alors qu'il devrait atteindre 5% du PIB pour l'exercice en cours (2020-2021 – se terminant le 31 mars), le budget anticipe un déficit public record de 8,6% du PIB pour le prochain exercice. Cette dégradation s'explique avant tout par une baisse significative des revenus à venir (-11%, pour atteindre 52 Mds NAD, soit 3 Mds EUR – en lien avec la contraction des recettes douanières issue de l'union douanière SACU (*Southern African Customs Union*) du fait de la chute du commerce extérieur de la zone en 2020 – décalage entre l'année de collecte et de distribution des recettes. Les dépenses budgétaires devraient atteindre 68 Mds NAD (3,9 Mds EUR), en recul de plus de 1% : le budget est ainsi caractérisé par un effort significatif d'assainissement, avec des

coupes dans les dépenses de fonctionnement de l'Etat –réduction de la masse salariale de la fonction publique notamment, tout en sanctuarisant les dépenses sociales et la lutte contre l'épidémie (8,1 Mds NAD soit 450 MEUR a été prévu pour financer le programme de vaccination et les mesures Covid-19). Pour couvrir le besoin de financement, le ministre a mentionné le recours accru au marché domestique (émissions obligataires). Au cours de l'exercice 2021-2022, la dette publique devrait augmenter de près de 30% pour atteindre 77% du PIB. A noter que le budget a été élaboré sur la base d'une prévision de croissance conservatrice : +2,1% en 2021 contre +3% selon les dernières estimations de la BAfD.

### Evolution des principales monnaies de la zone par rapport au dollar américain

	Taux de change	Evolution des taux de change (%)			
		Sur 1 semaine	Sur 1 mois	Sur 1 an	Depuis le 1 <sup>er</sup> janvier
Afrique du Sud	14,7 ZAR	1,6%	-1,7%	14,9%	-0,1%
Angola	612,8 AOA	0,3%	5,7%	-17,4%	5,8%
Botswana	10,9 BWP	0,2%	-1,5%	5,6%	-1,7%
Mozambique	72 MZN	1,9%	3,3%	-8,2%	3,0%
Zambie	22 ZMW	-0,4%	-2,0%	-25,0%	-3,7%

Note de lecture : un signe positif indique une appréciation de la monnaie.

Source : OANDA (2021)